**DEBAT GENERAL SUR LES DROITS DES FEMMES ET FILLES AUTOCHTONES DU 21 JUIN AU 1ER JUILLET** organisée par le bureau de la Haut Commissaire aux Droits de l’Homme et coordonnée par le comité de la CEDEF.

THEME : «**Egalité et non discrimination avec un accent sur les femmes et les filles autochtones et les formes croisées de la discrimination**»

Au Cameroun nous avons deux peuples autochtones :

Le peuple des pygmées et le peuple des Mbororos

1. **LES MBOROROS**

Les Mbororos qui sont des éleveurs nomades sont représentés sur presque tout l’étendu du territoire camerounais, ils sont plus de 2 millions. Ils vivent reculés dans les zones rurales, notamment à l’ouest, au Nord Ouest, Sud Ouest et à l’Adamaoua où ils sont plus concentrés. La scolarisation des jeunes filles n’est une priorité pour ce peuple, c’est pour cette raison que ces dernières se marient précocement.

Leurs principales activités sont l’extraction de lait de vache et la récolte de champignons pour la vente.

Les femmes parcourent des dizaines de kms avec bébé au dos, pour pouvoir vendre le lait caillé et les champignons, également proposer leur main d’œuvre pour les tresses, afin de s’acheter de l’huile et quelques petits nécessaires pour besoins primaires.

Ils vivent saisonnièrement dans des taudis en général, et dans les endroits bien reculés des zones rurales. L’accès aux services de santé, à l’école, à l’information ou bien dans des lieux de distraction est presque impossible. C’est dire qu’il est impossible pour ces femmes et filles d’exercer leurs droits fondamentaux, par conséquent leur plein épanouissement en tant que citoyennes camerounaises

Plusieurs femmes Mbororos pratiquent l’accouchement sans assistance médical avec tous les risques que nous connaissons. D’ailleurs nous pouvons le remarquer par le nombre élevé des femmes victimes des fistules obstétricales chez les Mbororos.

Tant que les filles et femmes Mbororos ne seront pas scolarisées, elles seront déniées de toutes informations à leurs avantages.

Bien que quelques associations des Mbororos soient mises sur pied, nous constatons que le nombre n’est pas assez suffisant pour créer un réseau efficace en vue d’améliorer leur situation, il n’existe pas encore d’association féminine Bororos qui mettra mieux en relief leurs problèmes et leurs besoins, c’est pourquoi ces femmes et filles se sentent marginalisées, face au regard d’autres groupes sociaux, elles ne pas de « femmes propres », elles sont raillées lorsqu’elles viennent proposer leur main d’œuvre pour un service ; lorsqu’il faut mettre en pratique les lois en faveur des femmes et filles elles ne se entent pas concernées par ignorance, pour ne pas parler des informations concernant la santé maternelle et infantile.

Afin de remédier à la situation, l’Etat doit multiplier dans la zone rurale à forte concentration de ce peuple, les écoles, les centres de santé, les centres d’alphabétisation, les services de renseignement en leur langue de préférence, pour les femmes afin qu’elles puissent au moins s’informer, les campagnes périodiques de sensibilisations…, créer également les marchés périodiques dans leurs zones afin de diminuer leur peine, mettre aussi sur pied des écoles de formations et surtout des formations agricoles et d’élevage afin de permettre aux femmes d’exploiter non seulement le lait de vache, mais également les produits champêtres. Mettre en place un plan national pour accompagner les étudiantes à exploiter leurs savoirs faire sur le terrain dès la fin de la formation. Plan que le peuple Mbororo n’a pas pu bénéficier jusqu’à maintenant faute de l’accès à l’information et leur motivation.

Mettre à leur disposition des services de promotion de leur identité, d’acte d’état civil,…

L’Etat doit penser à la représentativité accrue des femmes autochtones à la sphère de décision, nous savons que la femme pose mieux les problèmes qui les minent, tout en proposant des solutions à leurs problèmes. Et pour que les femmes et filles Mbororos soient à la hauteur, il faut la motivation dans leur scolarisation qui devrait être entièrement gratuite avec mesure d’accompagnement, tels que les fournitures scolaires, les tenues et la coopération active avec les parents des élèves.

EN RESUME :

Les femmes et filles Mbororos articulent leurs stratégies d’inclusion pour le développement autour de trois leviers essentiels, à savoir la reconnaissance et la sécurisation de leurs droits collectifs d’accès à la terre, la sécurité de leurs personnes et de leurs biens et l’amélioration des conditions d’élevage et d’agriculture.

Pour beaucoup de Mbororo, la sécurisation foncière doit aller au-delà de la délimitation des aires de pâturage et consister en l’établissement des titres fonciers individuels et collectifs. Elle devra aller de pair avec le contrôle de l’expansion de l’agriculture industrielle et des ranchs privés, expansion se faisant au dépend des populations Mbororo. De plus ils ont identifiés un certain nombre d’actions susceptibles d’encourager et de développer l’élevage extensif tel qu’ils le pratiquent et d’améliorer leurs conditions de vie. Il s’agit notamment de :

• l’amélioration des pâturages (réhabilitation, enrichissement, etc.). Ils pourraient ainsi valoriser leur savoir et savoirs-faire traditionnels

• L’amélioration de la qualité et l’accroissement de la quantité du cheptel par le développement d’infrastructures d’élevages tels que l’approvisionnement en eau, les centres de soins pour animaux, les centres de vaccination ;

• L’accès surtout des femmes et filles aux infrastructures et services sociaux de base dans le respect de leurs modes de vie. Il s’agira par exemple de rapprocher l’école et les centres de santé des communautés Mbororo, de les approvisionner en eau potable, etc et surtout de mettre l’accent sur les soins de santé primaires et de maternité pour les femmes

• L’aide aux activités agricoles qui contribue à une certaine autonomie financière des femmes

• Le développement de l’artisanat Mbororo valoriserait le savoir- faire des femmes et

contribuerait à l’amélioration de leurs revenus et à une grande autonomie financière ;

• Le renforcement des capacités des organisations représentatives des Mbororo afin

d’assurer la représentation de ceux –ci dans les processus de prise de décision pour les questions susceptibles de les affecter d’une façon ou d’une autre.

Pour beaucoup de Mbororo, la sécurisation foncière doit aller au-delà de la délimitation des aires de pâturage et consister en l’établissement des titres fonciers individuels et collectifs. Elle devra aller de pair avec le contrôle de l’expansion de l’agriculture industrielle et des ranchs privés, expansion se faisant aux dépens des populations Mbororo. De plus ils ont identifiés un certain nombre d’actions susceptibles d’encourager et de développer l’élevage extensif tel qu’ils le pratiquent et d’améliorer leurs conditions de vie. Il s’agit notamment de :

• l’amélioration des pâturages (réhabilitation, enrichissement, etc.). Ils pourraient ainsi valoriser leur savoir et savoirs-faire traditionnels

• L’amélioration de la qualité et l’accroissement de la quantité du cheptel par le développement d’infrastructures d’élevages tels que l’approvisionnement en eau, les centres de soins pour animaux, les centres de vaccination ;

• L’accès aux infrastructures et services sociaux de base dans le respect de leurs modes de vie. Il s’agira par exemple de rapprocher l’école et les centres de santé des communautés Mbororo, de les approvisionner en eau potable, etc et surtout de mettre l’accent sur les soins de santé primaires et de maternité pour les femmes

• L’aide aux activités agricoles qui contribue à une certaine autonomie financière des femmes

• Le développement de l’artisanat Mbororo valoriserait le savoir- faire des femmes et contribuerait à l’amélioration de leurs revenus et à une grande autonomie financière ;

• Le renforcement des capacités et la promotion des organisations féminines représentatives des Mbororo afin d’assurer la représentation de ceux –ci dans les processus de prise de décision pour les questions susceptibles de les affecter d’une façon ou d’une autre.

1. **LES PYGMEES**

On distingue au Cameroun 3 groupes ethniques des pygmées :

Les Bakas, les Bagyélis, et les Bedzans.

On les trouve en plein forêt du Sud et à l’Est du Cameroun. Ils sont à presque 90000 habitants selon les statistiques de certains étudiants en stage dans ces régions.

Les pygmées vivent principalement de la chasse, de la cueillette et de l’agriculture. Malheureusement, leur mode de vie est entrain de subir des mutations à cause des pressions qui s’exercent sur eux et sur leur milieu. Tous leurs territoires sont convertis en aires protégées (parcs nationaux, réserves naturelles), concessions forestières… ce qui est vraiment grave pour ces populations car les femmes utilisent les écorces, les différentes feuilles et racines pour soigner des maladies dites incurables par la médecine moderne. Fort de ce constat, il serait mieux de mettre sur pied dans cette zone un Institut de recherche des plantes médicinales qui pourra employer les populations pygmées en mettant l’accent bien évidemment sur les femmes et filles de ce groupe.

L’exploitation de leur forêt impacte négativement sur les femmes et filles pygmées qui n’ont presque rien en retour (écoles de formation, services adéquats de santé, routes enclavées…)

Bien que certaines filles et femmes ont accès aux écoles, aux services de santé, beaucoup reste encore à faire pour améliorer leur situation qui reste toujours précaire. Elles sont humiliées par d’autres groupes qui les traitent de personnes à petite taille et des broussards. Certaines entités les utilisent pour leur documentaire contre du pain et quelques boites de sardines, ou quelques tenues vestimentaires de second usage. Dans ce cadre, l’Etat devra veiller à la valorisation des femmes et filles pygmées, à leur sécurité et à la sécurité de leurs biens fournis par la nature.

Veiller à la représentation des femmes et filles dans les instances de prises de décision telles que les mairies, le parlement, jusqu’au SENAT. Pour que ce soit possible, promouvoir l’excellence dans les écoles et Lycées en mettant un accent particulier sur l’excellence féminine.

Veiller à ce que les exploitants forestiers participent d’une manière ou d’une autre au développement de la région, notamment où sont concentrés les pygmées avec leurs femmes et leurs enfants.

Nous pouvons affirmer vue ce qui précède que les femmes et filles Pygmées et Mbororo du Cameroun comme la majorité des populations Autochtones, sont vulnérables, marginalisés et exploités à cause de leur culture, leurs modes de vie et d’occupation des terres, par la population dominante. Ils ne jouissent pas de leurs droits fondamentaux comme l’accès à la terre, aux centres de santé et d’éducation, du plan national de soutien à la jeunesse sans emploi.

Le pire est qu’elles ne sont pas représentées aux instances de prise de décision (parlement, mairie…).

Par ailleurs il faut dire qu’elles ne bénéficient pas de la plupart des projets de développement même quand ceux-ci sont implantés dans leurs surfaces de vie (pipe-line Tchad Cameroun). La non-possession des terres qui appartient à l’Etat et la non reconnaissance des droits collectifs a pour conséquence les conflits entre ces peuples et les organisations de conservation de la diversité biologique pour les Pygmées et avec les autres peuples voisins et les représentants de l’Etat.

D’où les violences psychologiques, économiques, et socioculturelles à leur encontre.

Nous concluons en fin de compte que le traité sur la CEDEF n’a pas relevée des lois fortes et contraignantes au profit des femmes et filles autochtones. La CEDEF n’a bénéficiée plus qu’à la race blanche. La race noire et brune y compris les femmes et filles autochtones n’ont que 5% d’intérêt de ce traité, pourtant le mal est vraiment plus profond chez les femmes et filles autochtones. C’est dans ce cadre que nous proposons un traité au dessus de tous les autres, complet et contraignant qui est le Traité mondial promu par Every Woman Treaty, dont les points saillants sont : la réforme juridique, et bien d'autres.